

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUNA Y BARCELONA,

DEL VIERNES 15 DE MAYO DE 1812.

San Isidro Labrador. — Las Q. H. están en la Iglesia Parroquial de S. Miguel, se reserva à las seis y media de la tarde.

AU PUBLIC.

Nous venons de lire tous les journaux français depuis le mois de janvier de cette année, afin de connaître ce qui se passe entre la Russie et la Turquie, et pour que le public en soit à son tour instruit, nous avons jugé à propos d'insérer les principaux articles dans le même ordre où ils se trouvent dans les papiers de France.

EMPIRE D'AUTRICHE.

Vienne, 31 décembre. — Le bruit qui s'était répandu que le général comte Katussov avoit dénoncé l'armistice au grand-visir, ne s'est encore ni confirmé ni détruit. Ce dernier, en concluant l'armistice, avoit accédé à des conditions qui devaient servir de base à la conclusion de la paix, dans le cas où la Porte les eût ratifiées. Il avoit eu soin de représenter au Grand-Seigneur la position dans laquelle il se trouvait, et par ses mêmes raisons il l'avoit engagé à la paix; mais il paraît que le Sultan ne veut consentir à la cession d'aucune partie de son Empire, et les ordres formels de faire avancer toutes les troupes disponibles dans la Bulgarie annoncent assez que la Porte n'est nullement disposée à faire la paix. (*Journal de l'Empire.*)

ARMEE DE CATALOGNE.

Au Quartier-général à Blanes, le 20 avril 1812.

Ordre du jour.

GOVERNEMENT GENERAL DE CATALOGNE.

NOUS, Comte de l'Empire, Grand officier de la Légion d'honneur, général de division, Commandant en chef l'armée de Catalogne et Gouverneur-général de cette province.

Voulant environner tous les magistrats, de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, du respect qui leur est dû;

Sur le rapport de Mr. le Conseiller d'Etat,

AL PUBLICO.

Hemos recorrido todos los periódicos franceses desde el mes de enero de este año, para enterarnos de lo acaecido entre Rusia, y Turquía; y à fin de que el público quede impuesto de ello, hemos juzgado oportuno insertar los principales artículos por el orden que guardan en los papeles de donde los traducimos.

IMPERIO DE AUSTRIA.

Viena 31 de diciembre. — La voz que se había esparcido, de que el general Kutusov había denunciado el armisticio al gran Visir, todavía no está confirmada, ni desvanecida. Este último al concluir el armisticio había accedido a condiciones que debían servir de base para la conclusión de la paz, dado c so que la Puerta las hubiese ratificado. Había procurado representar al gran Señor la posición en que se hallaba, y por las mismas razones le inducía à la paz; pero parece que el Sultan no quiso consentir en la cesión de ninguna parte de su imperio. Las órdenes formales de hacer adelantar todas las tropas disponibles que hay en la Bulgaria, anuncian bastante que la Puerta está nada dispuesta à hacer la paz. (*Diario del Imperio.*)

EXERCITO DE CATALUÑA.

Quartel general à Blanes à 20 de abril 1812.

Orden del dia.

GOBIERNO GENERAL DE CATALUÑA.

NOS, Conde del Imperio, gran Oficial de la Legion de honor, general de division, Comandante en jefe del exército de Cataluña, y Gobernador general de esta provincia.

Queriendo que todos los magistrados del orden administrativo, y del orden judicial, estén acompañados del respeto que se les debe.

A tenor del informe del Sr. Consejero de Es-

Intendante des Départemens du Tce et de la Sege,

Auons arrêté et ordonmons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'en ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de l'exercice, quelque outrage par parole, tendant à inculper leur honneur et leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outrageés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

ART. 2. L'outrage fait, par gestes ou menaces, à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, sera d'un à six mois d'emprisonnement; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

ART. 3. L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de 16 francs à 200 fr.

ART. 4. La peine sera de six jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.

ART. 5. Dans le cas des articles 1, 2 et 4, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura lieu.

ART. 6. Dans le cas de l'article 3, l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé, et s'il retarder ou refuse, il sera contraint par corps.

ART. 7. Tout individu qui, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Si cette voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni du carcan.

ART. 8. Dans l'un ou l'autre cas exprimé en l'article précédent, le coupable pourra de plus être condamné à s'éloigner pendant cinq à dix ans du lieu où siège le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres.

Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi la peine.

tado Intendente de los departamentos del Tce y Sege.

Hemos decretado y mandamos lo siguiente :

ARTICULO PRIMERO.

Quando uno o muchos magistrados del orden administrativo, o juiciario, en el empleo de sus funciones, o con motivo de su empleo, habrá recibido algun ultraje de palabra, dirigido a inculpar su honor y su delicadeza, el agresor será castigado con encarcelamiento de un mes a dos años.

Si el ultraje ha sido en la Audiencia de una Corte, o de un Tribunal, el encarcelamiento será de dos a cinco años.

ART. 2. Se castigará con encarcelamiento de uno hasta seis meses el insulto hecho a un magistrado con gestos ó amenazas en el ejercicio de sus funciones; y si el insulto hubiere sido hecho en audiencia de una Corte o de un Tribunal, el castigo será con encarcelamiento de un mes hasta dos años.

ART. 3. El ultraje de palabras, gestos, ó amenazas hecho contra qualquiera oficial ministerial, ó agente depositario de la fuerza pública en el ejercicio, o con ocasión del ejercicio de sus funciones, se castigará con una multa desde 16 hasta 200 francos.

ART. 4. La pena será de seis días hasta un mes de cárcel, si el ultraje mencionado en el artículo precedente ha sido dirigido contra un comandante de la fuerza pública.

ART. 5. En el caso de los artículos 1, 2, y 4, el ofensor, más del encarcelamiento, será condenado a dar satisfacción, sea la primera audiencia, sea por escrito, y el tiempo del encarcelamiento pronunciado contra él, no se contará sino desde el día en que se habrá dado satisfacción.

ART. 6. En el caso del artículo 3, el ofensor, más de la multa podrá ser condenado a dar satisfacción al ofendido, y si retardare, o lo reusare, se le forzará a ello.

ART. 7. Qualquier individuo que hubiere golpeado a un magistrado en el ejercicio de sus funciones, aun quando fuere sin armas, y sin que de ello hubiesen resultado heridas, será castigado con dos a cinco años de cárcel.

Si esto hubiere pasado en la audiencia de una Sala, o Tribunal, el delinquiente sufrirá la pena de argolla.

ART. 8. En uno u otro de los casos expresados en el artículo precedente, el reo podrá, más de esto, ser condenado a que se le aleje durante el espacio de cinco a diez años, del lugar donde reside el magistrado, y de una circunferencia, o radio de dos miíametros.

Esta disposición tendrá su ejecución a contar desde el dia en que el reo habrá sufrido la pena.

Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni de bannissement.

ART. 9. Les violences de l'espèce exprimée en l'article 7., dirigées contre un officier ministériel ou agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère du service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère, ou à cette occasion, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

ART. 10. Si les violences exercées contre les fonctionnaires ou agents désignés aux articles 7 et 9., ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladies, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les 40 jours, le coupable sera puni de mort.

ART. 11. Dans le cas où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladies, les coups seront punis de la réclusion, s'ils ont été portés avec prémeditation ou guér à pens.

ART. 12. Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère du meurtre, le coupable sera puni de mort.

ART. 13. Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime.

ART. 14. Toute personne qui aura publiquement porté un costume, une uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres impériaux qui ne leur auraient pas été légalement confiés, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 15. Le présent arrêté sera adressé à M^s. les Conseillers d'Etat, Intendans des départemens de la Catalogne, qui ordonneront, chacun dans son ressort, qu'il soit traduit en espagnol et imprimé dans les deux langues, pour être, partout où besoin sera, lu, enregistré et affiché.

Il sera aussi adressé au général chef de l'état-major général, pour être mis à l'ordre de l'armée.

Gironne, le 18 avril 1812.

Signé le Comte DE CAEN.

Par son Exce. le Gouverneur Général,

Le Secrétaire Général du Gouvernement.

Signé Godard.

Pour Expédition,

*Le général de Brigade, Baron de l'Empire,
chef de l'Etat major-général,*

Signé HAMELINAYE.

Si este quebrantare esta orden fata del termino prefijido, se le castigará con destierro.

ART. 9. Las violencias de la especie expresada en el artículo 7.^o, dirigidas contra un oficial ministerial, ó agente de la fuerza pública, ó contra un ciudadano encargado de un ministerio del servicio público, si se hubieren hecho mientras que ellos ejercían su ministerio, & con este motivo, se castigarán con encarcelamiento de un mes hasta seis.

ART. 10. Si las violencias ejecutadas contra los funcionarios ó agentes indicados en los artículos 7 y 9 han producido efusión de sangre, heridas ó enfermedades, la pena será de reclusión; y si resultare muerte dentro 40 días, el delinquiente será castigado con pena capital.

ART. 11. En el caso en que estas violencias no hubieren ocasionado efusión de sangre, heridas ó enfermedades, se castigarán los golpes con reclusión, si no han sido dados con premeditación, ó alevosamente.

ART. 12. Si las heridas son de las que tienen carácter de mortales, el reo sera castigado de muerte.

ART. 13. Qualquiera que sin título se mezcle en las funciones públicas civiles, ó militares, ó hubiere hecho los actos de estas funciones, será castigado con encarcelamiento de dos hasta cinco años, sin perjuicio de la pena de falso, si el acto trae el carácter de tal crimen.

ART. 14. Toda persona que se hubiere puesto públicamente un vestido, uniforme, ó decoración que no le toque, ó que se hubiere atribuido títulos imperiales, que no le hayan sido legalmente confiados, será castigado con seis meses hasta dos años de cárcel.

ART. 15. Se remitirá el presente decreto a los Sres. consejeros de Estado, intendentes de los Departamentos de Cataluña, quienes mandarán (cada qual en su distrito) que se traduzca en español y se imprima en ambas lenguas, para leerse, registrarse, y fixarse por donde convenga.

Se remitirá también al general jefe del Estado mayor general, para que se ponga en la Orden del dia del ejército.

Girona 18 de abril de 1812.

Firmado EL CONDE DE CAEN.

Por S. E. el Gobernador General,

El Secretario General del Gobierno.

Firmado, Godard.

Por copia conforme,

*El general de brigada barón del Imperio, jefe
del estado mayor general,*

Firmado Juan HAMELINAYE.

En exécution des ordres de Mr. Bourdon, commissaire ordonnateur en chef de l'armée de Catalogne, le public est prévenu qu'il sera procédé le 16 du courant, à midi précis, à la vente publique, et aux enchères, des cuirs et suif, provenant des abats des bestiaux de l'armée; les cuirs s'élèvent à environ quatre cent cinquante.

Cette vente sera faite à Barcelonette au local de la Boucherie militaire, par le commissaire des guerres et en présence de Mr. le Président de la Municipalité.

Les personnes qui désireraient s'assurer de la qualité des cuirs et de leur tenue, pourront tous les jours, de 7 heures du matin à midi, se présenter à la Boucherie militaire.

Les frais d'adjudication et tous autres seront supportés par l'acheteur. Les objets achetés seront livrés dans les trois premiers jours de l'adjudication, et le montant en sera versé dans la caisse du Payeur de l'armée.

Pour faciliter les acquéreurs, on en fera plusieurs lots.

Le public est prévenu que le bureau de la marque d'or et d'argent, des cuirs et des cartes qui était à la rue de la Porteferrissa, n.^o 8, vient d'être changé à la rue plus basse de Saint Pierre, maison Canaleta, n.^o 69, au 2^{me} étage.

Si algun fabricante quisiere imponerse de un método particular para purgar y afinar el cáñamo, por el qual se reduce quasi à la finura del algodon, resultando muy à propósito para la fabrica de lienzos de todas calidades, pañuelos de faltriquera de todas clases y colores, y de todas calidades, única industria que falta en esta ciudad, y al presente muy util; podrá conferirse con el suyo que vive en la Rambla, casa n.^o 93, frente Sta. Mónica, 2.^o piso, se

En ejecución de las órdenes del Sr. Bourdon, comisario Ordenador en jefe del ejército de Cataluña, se avisa al público que el dia 16 del corriente à medio dia en punto, se procederá à la venta en pública subasta de los cueros y sebo que ha quedado del menudeo de los ganados del ejército. Los cueros llegan à cerca quattrocientos cincuenta.

Se hará dicha venta en el matadero militar de la Barceloneta por el comisario de guerra, en presencia del Sr. Presidente de la Municipalidad.

Las personas que desearen certificarse de la calidad y estado de los cueros, podrán presentarse al matadero militar todos los días de las 7 de la mañana, hasta medio dia.

El comprador tendrá que caigir con los gastos de la adjudicacion y demás que se ofrecieren. Las cosas compradas se entregaran à los tres días de la adjudicacion, y la suma entrará en la caja del pagador del ejército.

Para facilitar despacho se hará la venta en varios partidos.

Se previene al público que el contraste de oro y plata, de cueros y naypes que estaba en la calle de la Puertaferrisa, n.^o 8, ha sido trasladado à la calle Masbaxa de S. Pedro, casa Canaleta, n.^o 69, al 2.^o piso.

Se advierte que dicho sujeto estará en su casa desde las 9 hasta las 11 de la mañana, adonde tratarán del ajuste de dicha enseñanza, que desde luego ofrece las pruebas, pagando los gastos que importan 4 ó 5 duros por quintal. También se advierte que las mismas máquinas que sirven para trabajar el algodón son buenas por el presente método à excepcion de algunas cardas que deben hacerse expresas.

Venta.

En la calle de la Boria, en casa Vivas, se venden velas de sebo de todas calidades y de perfecta fabricacion, al precio de 7 sueldos catalanes la libra, véndense por mayor y menor. Dicha casa tiene à la puerta por señá una figura de un moro.

Nodriza.

Quien nesesita de una Nodriza de 22 años de edad y su leche de dos meses, podrá acudir en la calle de los Gigantes, à casa de Esteban Llosas, carpintero, que dará razon.

Perdida.

El dia 13 del corriente, à las 8 de la noche, desde la calle dels Escudellers, bajada de los Leones, hasta cerca de casa la Ciudad, se perdió un fardo, que dentro había cuatro pares de medias de seda. Quien lo hubiere hallado y quisiere devolverlo podrá acudir à la tienda que hay debajo de la fonda de la Fontana de Oro, frente la calle den Gignás, y se le dará una competente gratificación.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española, representará hoy á las seis y media; la comedia intitulada; La Dama Labradora; tonadilla y sayneta.